



**MAFE - Sénégal**  
Migrations entre l'AFrique et l'Europe

**Compte rendu de la restitution des premiers  
résultats de MAFE  
23 janvier 2009**

**Maison des Associations, Paris 12<sup>ème</sup>**

*Avec le soutien de :*



*Dans le cadre du programme PICRI (Partenariats  
Institutions – Citoyens pour la Recherche et l'Innovation)*

### **Déroulement de la restitution :**

- 16h Introduction par Khady Sakho (Comité de Suivi du Symposium des Sénégalais de l'Extérieur - CSSSE) et présentation synthétique de MAFE par Annelaure Wittmann (Enda)
- 16h15 Les migrations subsahariennes : ni exode, ni invasion. Un état des lieux des statistiques sur les migrations africaines, par Cris Beauchemin (INED)
- 16h30 L'émigration internationale au Sénégal : distribution régionale des départs, diversification des destinations, richesse et migration. Les enseignements du dernier recensement de la population du Sénégal (2002), par David Lessault (INED)
- 16h45 Les migrations de retour, par Cris Beauchemin (INED)
- 17h Migrations internationales et investissements immobiliers, par David Lessault (INED)
- 17h30 Débat
- 19h Cocktail

L'introduction par Khady Sakho et Annelaure Wittmann a rappelé le caractère partenarial société civile – recherche du programme MAFE (Migrations Afrique Europe), dont l'enquête de terrain s'est déroulée fin 2008 auprès de 11 589 individus (dont 10 229 non migrants, 289 migrants de retour et 1071 migrants) et 1 112 ménages (avec et sans migrants, avec migrants de retour...).

MAFE vise à éclairer sur les parcours des migrants, des non-migrants et des migrants de retour via un questionnaire biographique, et également sur les relations entre migrations et développement à Dakar via un questionnaire ménage (transformation de l'habitat, transfert de fonds...)

Cette restitution est la première restitution publique des résultats provisoires de MAFE.

### **Résumé des présentations**

Les migrations subsahariennes : ni exode, ni invasion. Un état des lieux des statistiques sur les migrations africaines, par Cris Beauchemin (INED)<sup>1</sup>

La communication visait à relativiser l'importance des migrations subsahariennes, qui se caractérise par sa forte médiatisation et une quasi omniprésence dans les discours et les politiques migratoires.

Or d'un point de vue statistique, point d'invasion : les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne n'étaient que 20 000 en France au moment du recensement de 1962, contre 570 000 en 2004, soit une multiplication par 27 en un peu plus de 40 ans. L'augmentation est certes importante, mais on parlait de très bas, si bien qu'en 2004 les Subsahariens ne représentent qu'un peu plus d'un dixième de l'ensemble des immigrés en France (12 %). La prise en compte des migrants irréguliers ne modifie pas ce constat : les inclure fait, au maximum, passer la part des Subsahariens de 9 à 11 % de l'ensemble de la population immigrée en France en 1999.

Par ailleurs, minoritaires en France, les Subsahariens le sont aussi dans les autres grands pays d'immigration. En 2000, ils forment seulement 4 % des immigrés installés dans les pays de l'OCDE. Et même dans les nouvelles destinations européennes que sont l'Espagne ou l'Italie, ils ne représentent que moins de 10 % de la population immigrée irréguliers compris (4 % en Espagne et 8 % en Italie en 2006).

Vu d'Afrique, point d'exode non plus. En réalité, les Africains migrent peu en dehors de l'Afrique. Neuf réfugiés subsahariens sur dix restent sur le continent et s'installent dans un pays voisin du

---

<sup>1</sup> Cette présentation a depuis fait l'objet d'un article publiée dans la revue « Populations et société » n° 492 de janvier 2009.

leur. Presque à égalité avec l'Asie, l'Afrique subsaharienne est le continent où la propension à émigrer vers les pays de l'OCDE est, de loin, la plus faible du monde (en 2000, moins d'une personne née en Afrique subsaharienne sur 100 vit dans un pays de l'OCDE).

L'émigration internationale au Sénégal : distribution régionale des départs, diversification des destinations, richesse et migration. Les enseignements du dernier recensement de la population du Sénégal (2002), par David Lessault (INED)

L'exposé a mis en relief la concentration régionale encore très marquée des départs des migrants (région de Dakar, région du « fleuve » Matam et Podor, et département de M'backe) bien que de nouveaux espaces d'émigration émergent. Les destinations internationales des Sénégalais se diversifient : Europe du Sud et Etats Unis.

La migration crée-t-elle de la richesse ? Le lien entre niveau de richesse et migration n'est pas évident à établir : les ménages avec migrants sont certes sur-représentés chez les ménages les plus riches, mais l'analyse des statistiques ne donne pas d'éléments d'analyse du lien de causalité, d'autant plus qu'il est par ailleurs connu que le départ en migration a un coût difficilement accessible aux ménages pauvres.

Faut-il migrer dans un pays du Nord pour devenir riche ? Le lien entre niveau de richesse et destination (pays du Sud ou pays du Nord) reste à clarifier également : les ménages comptant parmi eux un membre expatrié au Nord sont sur-représentés chez les ménages riches, mais il se pourrait que lors du départ en migration, les ménages les plus riches s'orientent davantage vers les pays du Nord que les ménages pauvres qui ne pouvant se permettre de lourds investissements, migreraient dans les pays du Sud moins éloignés géographiquement.

Les migrations de retour, par Cris Beauchemin (INED)

Cet exposé s'est basé sur une communication présentée par Cora Metzger lors de la Chaire Quêtelet à l'Université de Louvain la Neuve (Belgique).

La question du retour des migrants est une question clé pour les décideurs politiques et est vue comme un potentiel de développement pour les pays d'origine.

La migration de retour est-elle fréquente ? selon l'enquête MAFE, 1 ménage sur 2 compte soit un migrant actuel, soit un migrant de retour, et presque 2 ménages sur 10 comprennent un migrant de retour.

Après 10 ans passés en migration, 1 migrant sur 4 est de retour au pays (1 sur 2 après 40 ans). La probabilité de revenir d'Afrique après 10 ans est plus élevée (47%) que celle de revenir d'Europe (19%).

Qui sont les migrants de retour ? Les migrants de retour sont sur-représentés (par rapport aux non migrants) parmi la population avec un niveau d'éducation élevé, mais ils sont moins éduqués que les migrants actuels. On a donc un profil « entre deux ». Il est en revanche très net que les migrants de retour d'Europe ont un niveau d'éducation plus élevé que ceux de retour d'Afrique.

L'âge plus élevé des migrants de retour par rapport à la moyenne de la population explique en partie qu'ils soient sur-représentés parmi les veufs/veuves et les polygames, ainsi que les retraités.

Quel est l'impact des migrations de retour ? Les migrants de retour sont sur-représentés parmi les secteurs professionnels les plus qualifiés, mais ils sont également sur-représentés parmi les personnes au chômage. Il est donc difficile d'affirmer une causalité entre migration et réussite professionnelle.

Migrations internationales et investissements immobiliers, par David Lessault (INED)

Au Sénégal, l'idée que les migrants sont des acteurs de la transformation du paysage urbain (verticalisation, étalement en périphérie...) est très répandue.

Qu'en est-il d'après les premiers résultats de l'enquête MAFE ? Les ménages comptant au moins un-e migrant-e parmi eux ont davantage de probabilité d'habiter une maison à étages et moins une simple baraque. Ceux avec migrants comptent également une pièce en plus en moyenne dans leur logement. Le niveau de confort est plus élevé chez les ménages avec migrants que ceux sans migrants : meilleur système d'évacuation des eaux usées, raccordement à l'électricité. Les différences sont plus accusées si les migrants en question résident actuellement dans un pays européen que dans un pays africain.

Enfin, 1 ménage sur 10 déclare avoir utilisé de l'argent de la migration pour acheter ou transformer son logement (argent gagné dans les 2/3 des cas en Europe), mais plus de 3 ménages sur 4 avec migrant n'y ont pas eu recours. Ce dernier point doit faire l'objet d'analyses complémentaires.

### **Résumé du débat**

Annelaure WITTMANN a rappelé en introduction du débat, que la restitution s'inscrivait dans le cadre du programme PICRI de la Région Ile de France (Partenariat Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) avec pour objectif d'établir un dialogue société civile-recherche devant permettre :

- à la recherche de compléter ses analyses des statistiques et résultats « bruts » de l'enquête MAFE ;
- à la société civile de tirer de ces analyses des éléments pertinents pouvant servir dans son travail de terrain et de plaidoyer.

Amadou Ciré SALL, député des Sénégalais de l'Extérieur, nuance les résultats présentés sur le « retour » des migrants sénégalais. MAFE se base sur un échantillon de personnes vivant à Dakar, or ce sont les migrants issus des zones rurales comme Matam, Podor, ou Kolda qui restent le plus longtemps à l'étranger. Les « modou-modou » de Dakar ou de Touba ne restent en général pas très longtemps.

Guillaume CRUSE, conseiller migrations de l'Agence Française de Développement (AFD), suggère d'analyser davantage la variable ethnique dans les déterminants du départ et du retour de la France, de l'Espagne et de l'Italie.

Daouda DIANKA, docteur sur les migrations internationales, a demandé pourquoi MAFE ne s'est pas intéressé à la région de Bakel et aux Soninkés.

Danièle LESOUSSE, du Collectif Pêche et Développement de Lorient, a brandi un article sur l'immigration clandestine paru dans le journal « Le Marin » et s'est demandée si les enquêtés de MAFE avait mentionné cet aspect dans leurs réponses.

Jean ROCH, de la Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE), et retraité de l'IRD a rappelé qu'il existe de nombreux et anciens travaux de recherche sur les migrations sénégalaises. A l'époque coloniale, les Soninkés et les Sarakolés partaient travailler comme manœuvres sur les bateaux et envoyaient à leurs familles de la nourriture pendant la sécheresse. Ils réalisaient également des investissements agricoles.

Concernant les migrations dakaroises, il faudrait davantage creuser l'analyse sur les réseaux de Mourides, les Banas-Banas et les dahiras qui fournissent du travail aux nouveaux arrivants.

Enfin, la verticalité à Dakar, migrations ou pas, s'impose d'elle-même tant la côte et le centre ville sont saturés.

Catherine LAFFLY, du Master « Co-développement » de l'Université de Franche-Comté à Besançon, demande si MAFE a étudié les circuits bancaires d'investissement et si MAFE s'est intéressé à l'intégration des diplômés sénégalais. Son expérience à l'université tend à montrer que ces derniers préféreraient travailler dans des institutions gouvernementales au Sénégal ou rester en France, plutôt que de travailler dans les associations de développement qu'ils perçoivent comme « brouillonnes » et « peu rémunératrices ».

Mamadou DEME, sociologue des migrations et du développement local, président du REFICO (réseau financier du co-développement) et du GERMA (groupe d'études et de recherches sur les migrations africaines), apporte un éclairage sur le rôle des enfants de l'immigration dans les retours, qui achètent des maisons au Sénégal pour y passer leurs vacances. La question des investissements immobiliers doit être remise dans une dynamique d'ensemble pour comprendre le projet social de la migration.

Par ailleurs, la majorité des investisseurs dans l'immobilier à Dakar sont d'après lui en réalité non pas dakarois mais originaires des régions périphériques. On compte aussi de nombreux Guinéens et Maliens parmi les investisseurs.

Il conviendrait également d'analyser les coopératives d'habitat qui sont souvent mises en place par des femmes. Ce sont des maisons d'investissement car elles sont destinées le plus souvent à la location.

Par ailleurs, les Manjaks sont arrivés en France avant les Soninkés et autres Halpulaars, qui ont émigré suite à la grande sécheresse des années 70.

L'auteur de ces remarques est par ailleurs auteur d'une étude comparative des transferts financiers selon les ethnies.

*En réponse à ces remarques, Cris BEAUCHEMIN de l'INED explique que MAFE comptait initialement sur une démarche comparative entre la région de Dakar et une région rurale du Sénégal, mais que le programme a été resserré sur Dakar compte tenu des contraintes financières. Le fichier du recensement de la population sénégalaise de 2002 a été utilisé pour tirer des ménages dakarois au sort. Cora MEZGER, doctorante à l'INED qui a produit les analyses sur le retour des migrants, a testé la variable par ethnies et n'a pas constaté d'effet évident, même s'il est à noter que les Sereres, les Pulaars et les Wolofs sont parmi ceux qui rentrent le plus. Concernant les migrations clandestines, les enquêtés qui étaient des migrants de retour au Sénégal ont parlé plus volontiers de ces questions, s'estimant en « sécurité » pour s'exprimer à ce sujet.*

*Khady SAKHO rappelle que MAFE a pris le parti dès sa mise en place de ne pas participer à la stigmatisation voire la criminalisation des migrants « clandestins » et n'a donc pas catégorisé les migrants selon les catégories légal/illégal.*

Arouna DIAKHO, socio-anthropologue, s'est interrogé sur l'absence de données concernant les migrations circulaires, et a avoué être « resté sur sa faim » notamment concernant le niveau d'éducation des migrants de retour, qui sont un peu dans l'entre-deux : plus instruits que les non-migrants, mais moins instruits que les migrants actuels.

*Cris BEAUCHEMIN précise que les résultats présentés aujourd'hui étaient fondés uniquement sur l'analyse des questionnaires ménages. L'analyse des questionnaires biographiques, qui est en cours, apportera des éclairages sur les migrations circulaires.*

Guillaume CRUSE s'est dit très intéressé par l'approche à la fois statistique et au niveau des ménages, car d'une part il est important de produire des statistiques en Afrique, où il y a un manque évident, et d'autre part, l'analyse des comportements est essentielle pour comprendre les mécanismes d'investissement. Actuellement 40% des transferts de fonds des migrants maliens sont destinés aux investissements immobiliers, cela commence à devenir intéressant. Il faut identifier ces volontés d'entreprendre. Il faut poursuivre cette réflexion en s'interrogeant sur le rôle des investissements immobiliers dans le processus de développement

Amadou Ciré SALL s'interroge toujours sur le choix de Dakar alors que l'origine des investissements se trouve dans les régions d'émigration. Son combat au sein de l'Assemblée Nationale au Sénégal vise à ce que l'argent de la migration soit investi dans des projets productifs, sachant qu'une étude récente de la Banque Mondiale a souligné que 75% des transferts des émigrés sénégalais vont à la consommation et seulement 7% à l'investissement productif.

Il faut noter par ailleurs l'effet déjà perceptible de la crise financière internationale sur ces transferts même si les discours sont partagés sur ce point.

Les migrants qui ont une maison à Dakar en ont en général une autre au village, même à Matam ou à Kolda.

Enfin, quid des Sénégalais qui ont émigré en Afrique Centrale et considérés au Sénégal comme « nos diamantaires » ? Leur empreinte sur le paysage urbain dakarois (surtout dans le centre: Plateau, Médina) semble important en dépit du fait qu'ils représentent une catégorie de migrants minoritaire. Les Sénégalais établis en France ont beaucoup investi dans le social (en milieu rural) mais maintenant ceux établis en Italie préfèrent investir dans des entreprises (en milieu plutôt urbain). Il faut que globalement, les émigrés sénégalais s'impliquent dans le développement économique et social du Sénégal. Transfert d'un modèle de transfert « collectif » en milieu rural à un modèle « plus individualiste » en milieu urbain...

Maïmouna NDAW TRAORE, directrice d'un collège à Paris, et originaire du Mali, se demande pourquoi MAFE ne s'est pas intéressé aux migrations maliennes. Elle a apprécié la présentation des statistiques « ni exode, ni invasion », s'interroge sur les raisons de cette disproportion, et aimerait avoir des informations concernant l'utilisation de ces résultats vis à vis des populations et des média notamment.

*Cris BEAUCHEMIN précise que MAFE s'est monté à partir de partenariats existants avec des acteurs sénégalais, et que MAFE est depuis peu étendu dans le cadre d'un financement européen au Ghana et au Congo.*

*Quant à la disproportion entre les réalités statistiques et la survisibilité des migrations africaines, elle est liée à plusieurs facteurs dont : l'idée que les migrations internationales sont liées à la pauvreté et que l'Afrique est le continent le plus pauvre au monde, la visibilité physique des migrants subsahariens et leur concentration dans les grandes villes européennes, et les scènes spectaculaires d'épaves, de noyades, de prises d'assaut de barbelés qui sont abondamment relayées par les média.*

Georges COURADE, directeur de recherche à l'IRD et professeur à l'IEDES, regrette de n'avoir entendu aucun résultat sur les causes de l'émigration ni sur les causes des retours. Il dit préférer les méthodes pluridisciplinaires car avec le recensement, on a des visions tronquées de la réalité. Exemple : la sociologie nous apprend que le village investit sur les migrants et attend donc un retour sur investissement.

Il rappelle que la polygamie a été interdite en France depuis 1994 et qu'il faut sans doute y voir une cause du retour de certain-e-s migrant-e-s.

Par ailleurs, pourquoi se focaliser sur l'immobilier ? A Dakar, les investissements sont également orientés vers la création de centres d'appels. L'exposition « Quand l'Afrique s'éveillera » présentée à la Cité des Sciences l'année dernière s'en faisait d'ailleurs l'écho.

Quelles sont les hypothèses derrière les travaux de MAFE et quelle problématique ? pour être utile aux décideurs, MAFE devrait apporter des analyses sur les causes des migrations, sur ce qui est en train de changer, et sur ce qui a changé.

*Cris BEAUCHEMIN précise que MAFE organisera une 2<sup>ème</sup> restitution fin 2009 à Paris avec cette fois ci les résultats du questionnaire biographique reprenant des méthodes utilisées par Philippe Antoine (démographe à l'IRD). La relation entre émigration et investissement sera creusée, ainsi que l'idée selon laquelle Dakar est aussi un lieu d'investissement pour ceux qui n'en sont pas originaires et qui n'y résident pas.*

Papa Amadou SARR a étudié les transferts de fonds des migrants en Ile de France à partir d'entretiens avec plus de 150 personnes. Il a relevé que les Maliens sont plus solidaires (investissements sociaux) alors que les Sénégalais se placent de plus en plus dans une logique entrepreneuriale.

Ayant constaté lors d'une récente mission pour le PNUD que le recensement de 2002 présente des faiblesses, il a travaillé avec les chiffres de la Banque Mondiale et de l'université du Sussex. Il précise que les Sénégalais sont plus nombreux hors du Sénégal en Afrique qu'en Europe, que les Sénégalais établis en Gambie enverraient davantage d'argent que les Sénégalais établis en France, que les Sénégalais vont en Espagne ou en Italie car il y a davantage de facilité pour entrer et travailler clandestinement, et enfin, que les jeunes diplômés, d'une manière générale, attendent un salaire important en rapport avec l'investissement dans leurs études.

Daouda DIANKA évoque les « bonnes intentions » de la part des gouvernements pour faire du migrant un acteur de développement alors que le migrant a ses propres intentions. Il demande à ce que soient étudiées les caractéristiques de l'investissement selon les ethnies. Les télécentres

par exemple relèvent des modou-modou. Par ailleurs, les migrants peuvent avoir la volonté d'investir mais être bloqués, notamment au niveau administratif. L'Etat a une responsabilité à ce niveau.

Papa Amadou SARR n'est pas d'accord avec cette volonté de vouloir tout analyser selon les ethnies. Il faut voir plutôt selon les régions. Par ailleurs, il pense que les sans-papiers sont ceux qui investissent le plus.

Maïmouna TRAORE confirme qu'ils ne payent ni loyer ni impôts, une part conséquente de leurs revenus non déclarés peut donc repartir au pays. *(polémique dans la salle)*

Mamadou DEME rappelle sa propre expérience à la sortie de ses études en France alors qu'il devait prendre ses fonctions à l'université de Dakar, le poste a été attribué à un jeune pistonné. Les étudiants qui partaient dans les années 60 étaient les plus méritants, ceux qui partent aujourd'hui sont « des gens du système » politicien. *(polémique dans la salle)*

Par ailleurs, comment est ce que MAFE a tenu compte des Sénégalais établis en France qui n'ont pas la nationalité sénégalaise car pour accéder au statut de réfugié politique, ils se sont fait passer pour des Mauritaniens ou des Congolais.

Il a également réalisé une étude sur les transferts de fonds des émigrés clandestins. L'accès à l'information est difficile. Les pratiques de transferts de fonds varient grandement selon les pays. Les Vietnamiens par exemple, ont des associations agréées par leurs Ministères qui leur permettent de transférer l'argent par leurs propres canaux.

Daouda DIANKA précise que le changement de nationalité n'influe pas sur l'investissement au pays.

*Cris BEAUCHEMIN informe les participants que MAFE s'est adressé à des migrants nés au Sénégal et établis depuis en France, en Espagne ou en Italie, ceux qui ont accepté de répondre à l'enquête l'ont fait, qu'ils soient d'un point de vue administratif, de nationalité sénégalaise ou d'une autre nationalité y compris française.*

Marielle CARTIAUX de l'ONG GRDR s'interroge sur les discours politiques associant l'aide au développement à la gestion des flux migratoires, et l'importance du soutien aux projets économiques portés par des migrants individuels dans la politique de co-développement.

Papa Amadou SARR précise qu'il y aura un haut dialogue des commissaires européens le 12 février à Bruxelles, sur les migrations.

Mamadou DEME insiste sur le fait que la restitution d'un programme de recherche ne doit pas en rester au niveau académique. Il est important de confronter ces résultats aux parcours de vie des migrants, et donc de « descendre de l'info », par exemple dans les foyers, pour qu'ils participent à la réflexion. Il ne faut pas oublier que les chercheurs et lui compris, font carrière sur l'immigration mais que beaucoup de migrants ne s'en sortent pas aussi bien...

*Annelaure WITTMANN confirme que c'est une volonté forte d'Enda et du CSSSE de s'assurer que MAFE soit correctement restitué aux principaux intéressés et que ses résultats aient une utilité sociale. L'exercice consistant à présenter les grands enjeux des migrations internationales au migrant lambda, qui plus est en difficulté, est toutefois délicat et peut engendrer des frustrations face aux nécessités d'actions urgentes, en contradiction totale avec la lenteur du rythme d'un programme de recherche.*

Maïmouna TRAORE demande si Enda était représentée en tant qu'ONG lors du sommet européen de Vichy sur les migrations, et si Enda envisage un partenariat avec l'Education Nationale pour parler des migrations africaines en milieu scolaire. Par ailleurs, elle se demande comment MAFE compte s'y prendre pour influencer concrètement sur les politiques européennes et africaines.

Par ailleurs, quid des migrants primo-arrivants ? les élèves sont pris en charge dans des classes spécialisées pour leur apprendre le français, mais leurs parents ne le sont pas.

Mamadou Ciré SALL estime que cette très bonne enquête doit parvenir au niveau de l'Union Africaine, en vue de la constitution d'une véritable politique africaine commune des migrations.

Papa Amadou SARR regrette que les migrations soient traitées au niveau de pas moins de 7 ministères sénégalais, ce qui empêche une vision claire des enjeux.

*Annelaure WITTMANN précise que Enda effectue déjà des interventions en milieu scolaire et universitaire et ce sans convention spécifique avec l'Education Nationale. Par ailleurs Enda mène un programme de lutte contre les discriminations liées à l'origine dans le milieu du travail en France, mais n'a pas d'action dans l'enseignement du français auprès des primo-arrivants.*

*L'engagement d'Enda pour mieux informer les opinions publiques et influencer les décideurs s'est manifesté lors de l'organisation par le réseau altermondialiste CRID du sommet citoyen sur les migrations « Des Ponts pas des Murs » en octobre 2008 à Montreuil qui a abouti à un manifeste rassemblant les propositions de plus de 300 organisations européennes et africaines. Enda n'a pas été invitée à participer à la réunion des ministres européens à Vichy sur le Pacte Européen sur l'Immigration et l'Asile, mais le CRID y a organisé une manifestation. Le travail de réseautage de « Des Ponts pas des Murs » se poursuit y compris en Afrique de l'Ouest et les propositions vont être portées lors de la campagne des élections européennes.*

*Concernant l'opinion publique, la CADE, qui est liée à Enda, publie tous les 15 jours une demi-page dans le magazine gratuit Direct Soir sur l'Afrique. Le prochain numéro devrait concerner les diasporas africaines.*

*L'ensemble de l'équipe MAFE remercie les participants pour leurs précieux apports et leur implication dans les débats.*